

## Sortir de l'impasse européenne

Frédéric Lordon, *Le Monde diplomatique*, mars 2019

Plutôt que de porter sur les problèmes communs de l'Union, les élections européennes juxtaposent vingt-sept scrutins de politique intérieure. Dans la plupart des États, les électeurs se prononcent surtout pour ou contre l'équipe au pouvoir. Mais la marge de manœuvre dont dispose chacun de ces gouvernements nationaux est très largement contrainte par les traités européens. Dans ces conditions, que faire ? Et, pour la gauche, comment s'en sortir ?



Ben Zank. – « Pipe Dreams » (Chimères), 2017 [www.benzank.com](http://www.benzank.com)

Un spectre hante la gauche : l'Europe. Il hantera les « gilets jaunes » du moment où ceux-ci se poseront concrètement la question des politiques alternatives — c'est désormais le cas. Car toute idée de faire « autre chose » est vouée à percuter le mur des traités. Desserrer les politiques austéritaires qui détruisent les services publics, fermer l'anomalie démocratique d'une banque centrale indépendante sans aucune légitimité politique, défaire les structures qui font l'emprise de la finance sur les entreprises comme sur les gouvernements, en finir avec la concurrence réellement faussée (par le dumping social et environnemental) ou les délocalisations en roue libre, reconquérir la possibilité des aides d'État : tout cela, par quoi passe nécessairement une politique de justice sociale, est rendu formellement impossible par les traités.

« *Refaisons donc les traités !* » Après l'« Europe sociale », l'« euro démocratique » est l'illusion de remplacement qui permet à la « gauche inconséquente » de repousser encore le moment d'affronter le problème européen. De M. Yanis Varoufakis à M. Benoît Hamon en passant par M. Raphaël Glucksmann, tout le monde veut « refaire les traités ». Disons-le-leur tout de suite : on ne refera rien.

Les traités ne sont une erreur que pour ceux qui considèrent qu'une communauté politique ne peut pas être assez tordue pour s'interdire à elle-même de redécider en matière de monnaie, de budget, de dette ou de circulation des capitaux, c'est-à-dire pour s'amputer volontairement des politiques qui pèsent le plus lourdement sur la situation matérielle des populations. Mais les traités sont parfaitement fonctionnels pour le petit nombre des autres qui, au contraire, poursuivent le projet à peine caché de sanctuariser *un certain type* de politiques économiques, favorables à *un certain type* d'intérêts. Avec en prime, pour verrouiller l'édifice, l'investissement névrotique spécial d'un pays qui se raconte depuis plus d'un demi-siècle que l'orthodoxie monétaire et budgétaire est son seul rempart contre le nazisme...

Voici donc comment se présente l'impasse européenne.

1. Soustraire, comme le font les traités, les contenus substantiels de certaines des plus importantes politiques publiques aux délibérations d'une assemblée ordinaire, pour les sanctuariser dans des traités ne répondant qu'à des procédures de révision extraordinaires, est une anomalie qui disqualifie radicalement toute prétention démocratique.

2. Seule une révision des traités propre à instituer un *véritable* Parlement, auquel serait rendue *l'intégralité* des domaines de décision actuellement hors d'atteinte de toute nouvelle délibération souveraine, est à la hauteur du projet de rendre l'Europe démocratique.

3. Malheureusement, en l'état actuel des choses, une telle révision fera l'objet d'au moins un refus catégorique certain, celui de l'Allemagne. C'est que l'Allemagne, précisément, a conditionné sa participation à l'euro à la sanctuarisation de son orthodoxie dans les traités. Serait-elle mise en minorité à ce sujet, elle préférerait l'intégrité de ses principes à l'appartenance à l'Union.

Voici le dilemme avec lequel la « gauche européenne démocratique » va devoir se débrouiller : démocratiser (réellement) l'euro suppose de refaire les traités, mais refaire les traités verra inmanquablement l'Allemagne partir... et l'euro se briser. Bien sûr, quand le réel est trop dur à affronter, il y a toujours la solution du refuge dans le fantasme — alors la berceuse de l'« euro démocratique ».

### **Ne plus couler un désir internationaliste dans les pires propositions du néolibéralisme**

Pour ceux qui acceptent de voir la contradiction, et choisissent les politiques progressistes contre le fétichisme de l'euro, le problème n'est cependant pas moins aigu. Ainsi, pour Stefano Palombarini<sup>1</sup>, la perspective de sortie de l'euro ne saurait s'envisager dans le cadre du bloc électoral de gauche actuellement constitué, certaines de ses fractions hurlant au « repli national » à l'énoncé de cette seule idée. D'un certain point de vue, il a raison. Le débat à gauche sur l'euro depuis 2010 a suffisamment montré de quelles divisions il était parcouru. Et c'est bien de ce réflexe épidermique que témoigne la persistante chimère de l'« autre euro », à laquelle le désastre grec n'a pas suffi à tordre le cou — et dont les errements obstinés à la recherche du « Parlement de l'euro » sont l'expression la plus pathétique. S'il est d'ailleurs un seul obstacle qui ait fait opposition au retrait de M. Hamon en faveur de M. Jean-Luc Mélenchon avant le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, jusqu'à lui faire préférer l'humiliation à une victoire de la gauche, c'est la question européenne.

---

<sup>1</sup> « Face à Macron, la gauche ou le populisme ? », le blog de Stefano Palombarini, , 10 juillet 2017.

Or il existe bien toute une fraction de l'opinion à gauche qui, désapprouvant, parfois avec véhémence, les contenus *particuliers* des politiques européennes, et les contraintes qui s'ensuivent sur la conduite des politiques nationales, ne se cabre pas moins à l'idée *générale*, pourtant *conséquente*, de rompre avec l'euro. Ceux-là tribuneront à répétition contre l'« Europe austéritaire », mais sitôt qu'on leur proposera d'en sortir répondront : « surtout pas ! » Tant que cette impasse restera sans résolution, la gauche n'accédera pas au pouvoir.

C'est qu'elle aura toujours à faire avec la classe éduquée, qui est le lieu névralgique de cette situation. Se croyant la pointe avancée de la rationalité dans la société, cette classe en est en fait le point d'incohérence par excellence : car c'est bien elle qui, plus que toute autre, est en proie aux affects de peur, sublimés en humanisme européen et en postures internationalistes abstraites lui permettant, croit-elle, de tenir le haut du pavé moral — quel qu'en soit le prix économique et social (pour les autres). C'est bien elle, partant, qui n'en finit pas de chercher dans l'« euro démocratique » et son « Parlement » une résolution fantasmatique à ses contradictions intimes. Et c'est donc avec elle, comme le note Palombarini, que, pour son malheur, une stratégie politique à gauche doit compter.

Comment alors tenir un arc de forces qui aille des classes populaires, expérimentant, elles, de première main le dégât des politiques européennes, et par là moins en proie aux scrupules précieux de l'europhisme, jusqu'à la bourgeoisie éduquée de gauche, à qui sa sensibilité écorchée fait de toute idée de rompre avec l'Europe un motif de crise hystérique ? Il est absolument hors de doute qu'aux premières il faudra donner la sortie de l'euro, car elles vivent la chose *dans le concret*. C'est à la seconde qu'il faut réserver un traitement spécial — c'est-à-dire trouver quelque chose à lui accorder.

En quoi consisterait alors la contribution de l'internationalisme réel à la résolution du dilemme européen pour la gauche ? À ne pas laisser la classe éduquée orpheline d'Europe, et à lui donner une perspective historique européenne de rechange. C'est-à-dire à la convaincre que déposer son objet transitionnel, l'euro, ne la prive pas de tout, lui permet encore de croire à ce qu'elle aime croire, et à quoi d'un certain point de vue elle a raison de croire, à savoir : en toute généralité, l'effort de décentrer les peuples nationaux, de les rapprocher autant que se peut, en commençant logiquement par l'échelle européenne. Mais pas non plus de n'importe quelle manière, ni à *n'importe quel prix*, c'est-à-dire en cessant de couler inconsidérément ce désir internationaliste bien fondé dans les pires propositions de l'économisme néolibéral — l'internationalisme de la monnaie, du commerce et de la finance.

Sans relâcher l'effort pour la convaincre qu'il n'y aura pas d'« autre euro », que l'« euro démocratique » n'existera pas, il faut donc dire à la classe éduquée qui, pour une bonne part, en effet, tient le sort d'une hégémonie de gauche entre ses mains qu'elle n'a pas à renoncer pour autant à l'europhisme générique qui lui tient à cœur. Et donc lui faire une nouvelle proposition en cette matière. Une proposition suffisamment forte pour se substituer à la promesse déçue de l'euro à laquelle la bourgeoisie de gauche continue pourtant de s'accrocher parce qu'elle a trop peur du vide. La promesse d'une sorte de « nouveau projet européen », auquel il s'agit de donner la consistance d'une *perspective historique*.

C'est qu'il est possible de rapprocher les peuples européens par de tout autres voies que celles de l'économie. Études universitaires et pourquoi pas lycéennes, arts, recherche, chantiers systématiques de traductions croisées, historiographies dénationalisées, tout est bon pour être intensément « européenisé » — et par là « européanisant ».

On n'est cependant pas obligé d'en rester au registre des interventions en direction de l'« Europe de la culture », dont on sait assez quelles classes sociales en sont les principales bénéficiaires. En réalité, l'Europe a un fameux passif à éponger auprès des classes populaires. Elle aurait grandement intérêt à s'en souvenir, non pas d'ailleurs au nom d'une économie du

pardon ou du rachat, mais parce qu'il y va décisivement de son propre intérêt politique d'avoir ces classes-là avec elle — leur hostilité, parfaitement fondée, disons-le, n'aura-t-elle pas été sa plaie lancinante depuis le traité de Maastricht ? Si donc cette nouvelle Europe, débarrassée de l'euro, veut renouer quelque lien avec ces classes, elle a intérêt à s'adresser très directement à elles — et d'abord dans le langage qui sera le sien : celui, concret, de l'intervention financière. Il n'est pas de moyen plus simple pour elle de se rendre désirable que de venir se substituer aux États défailants, d'ailleurs rendus tels par elle tout au long du règne de la monnaie unique : vastes programmes de réhabilitation des banlieues, plans de désenclavement numérique, fonds de réindustrialisation, financement de réseaux d'éducation populaire, soutien aux tissus associatifs, ce ne sont pas les idées qui manquent où l'Europe trouverait à sérieusement se refaire une « image de marque ».

Et comme ce ne sont pas les idées qui manquent, les moyens ne doivent pas non plus. Au vrai, c'est ici que se joue la différence entre des paroles en l'air et la consistance d'un projet politique. Dont l'ambition se mesurera très exactement aux ressources qu'il se donne. Évaluées très simplement d'après un objectif quantitatif global, indiquant une trajectoire de moyen terme vers une cible budgétaire de 3 %, puis, pourquoi pas, de 5 % du produit intérieur brut (PIB) européen — en lieu et place du ridicule 1 % d'aujourd'hui.

Ça n'est pas qu'il y ait à partir du néant et qu'aucune de ces choses n'existe déjà — Erasmus, Fonds européen de développement régional (Feder), etc. Mais il faut en étendre considérablement le champ, les adresses aussi, notamment vers des classes de destinataires jusqu'ici parfaitement délaissées, donner à toutes ces actions une ampleur inédite, les assembler dans un discours à portée historique et, pour mieux donner crédit à celui-ci, leur prévoir de nouvelles expressions institutionnelles visibles. Des expressions nécessaires, d'ailleurs, car il faudra bien qu'une instance décide des domaines, des volumes et de la répartition des interventions. Quelle peut-elle être sinon une assemblée ? Pour le coup, tout autre chose que l'introuvable « Parlement de l'euro », faux-semblant démocratique voué à recouvrir l'irréparable non-démocratie de l'union monétaire.

Au point où on en est, on peut commencer à espérer que même la bourgeoisie éduquée, qui se croit première en intelligence quand elle est le plus souvent d'un confondant aveuglement politique, puisse comprendre qu'il est urgent de sauver l'Europe d'elle-même, et que cela ne se fera qu'au prix d'un radical déplacement. Non pas cependant par quelque « transformation » de la monnaie unique, congénitalement, et pour longtemps encore, ordolibérale, mais, précisément, par son abandon même. L'Europe ne regagnera les faveurs des peuples qu'en les rendant à tout ce dont elle les a interdits jusqu'ici. Notamment au droit démocratique fondamental d'expérimenter, d'essayer, de tenter autre chose. La camisole de l'euro ôtée, tout est possible à nouveau, bien sûr selon l'autodétermination souveraine de chaque corps politique. Et puisqu'il s'agit de penser une stratégie pour la gauche : arraisonnement de la finance de marché, socialisation des banques, mise au pas du pouvoir actionnarial, propriété sociale des moyens de production...

Il est très possible d'expliquer aux plus inquiets que, si persister dans la voie de l'euro sera le tombeau de toute espérance à gauche, l'idée d'une communauté politique européenne ne demande pas pour autant à être sortie du paysage, qu'elle pourrait bien même être sauvée. Pourvu qu'on consente à lui offrir ses conditions de possibilité historique, comme couronnement d'un long rapprochement, mais cette fois-ci réellement « toujours plus étroit », entre les peuples du continent, auquel le « nouveau projet européen », désintoxiqué du poison libéral de l'actuelle Union, donnera enfin son temps, ses moyens et sa chance.

Frédéric Lordon

Économiste et philosophe, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), auteur de *La Condition anarchique*, Seuil, Paris, 2018.